

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/NG/W/5

4 avril 2000

(00-1370)

Comité de l'agriculture  
Session extraordinaire

Original: anglais

## PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 23-24 MARS 2000

### Déclaration du Japon

Les négociations sur l'agriculture, d'après ce que je crois comprendre, sont les négociations qui doivent être engagées en vue de la poursuite du processus de réforme envisagé dans l'Accord du Cycle d'Uruguay. Nous espérons que, sur la base de l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, ces négociations seront menées de façon équilibrée.

Le Japon estime nécessaire d'établir, à la faveur de ces négociations, un ensemble de règles et de disciplines qui soient véritablement justes et équitables pour tous les Membres, et qui permettent la coexistence de plusieurs types d'agriculture chez les Membres. Nous ne serons en mesure de parvenir à des résultats équilibrés que si nous tenons dûment compte de la diversité intrinsèque de l'agriculture. C'est précisément pour cette raison que le Japon s'est employé à faire reconnaître l'importance du rôle multifonctionnel de l'agriculture, y compris en ce qui concerne la sécurité alimentaire.

Il est nécessaire également de corriger le déséquilibre des droits et obligations entre pays exportateurs et pays importateurs afin de rendre plus équitables les disciplines de l'OMC dans le domaine de l'agriculture. D'autre part, il importe de prendre dûment en considération les besoins des pays en développement, qui représentent la majorité des Membres. Le Japon espère qu'un débat objectif sera consacré à cette question lors des négociations.

En outre, nous ne devons pas oublier qu'il est demandé à chaque gouvernement de tenir compte des intérêts et préoccupations exprimés par les consommateurs et la société civile.

Le Japon estime que les négociations sur l'agriculture devraient prendre plus d'ampleur lorsqu'elles feront partie intégrante d'un nouveau cycle. Pour mener à bien ces négociations, il faut impérativement que tous les aspects du nouveau cycle, y compris l'agriculture, soient considérés comme un "engagement unique". Le Japon entend poursuivre ses efforts, en coopération avec d'autres partenaires commerciaux, pour favoriser le lancement d'un nouveau cycle de négociations.

Par ailleurs, pour parvenir à un consensus suffisant sur les négociations dans le domaine de l'agriculture, il est indispensable qu'elles soient menées de façon efficace et transparente.

Parallèlement aux négociations sur l'agriculture, nous devrions activer le débat sur le lancement du nouveau cycle de négociations. Il importe également de traiter, dans le même temps, la question de l'aide aux pays en développement et celle du renforcement du fonctionnement de l'OMC. Le Japon s'emploiera activement à favoriser la réalisation de ces objectifs.

S'agissant du calendrier, il est nécessaire de fixer un délai pour la présentation de propositions de négociation par les Membres afin d'assurer un progrès régulier des négociations, ces propositions devant constituer des bases importantes pour les négociations. Ce délai doit être réaliste et laisser aux Membres suffisamment de temps pour procéder à des consultations avec les diverses parties intéressées dans leurs pays. En conséquence, nous estimons que la fin de cette année serait un délai raisonnable. Étant donné que le débat concernant le lancement d'un nouveau Cycle est en cours, nous ne pouvons pas décider, à ce stade, d'une date limite pour les négociations sur l'agriculture, ni d'un calendrier détaillé pour ces négociations.

Il serait utile que la session extraordinaire ait déjà concrètement engagé les travaux préparatoires avant que les Membres ne présentent leurs propositions. Nous pensons que ces travaux aideront les Membres à formuler leurs propositions de négociation. Étant donné que les négociations sur l'agriculture seront menées sur la base de l'article 20 et qu'il est indispensable de tenir compte des éléments qui y sont stipulés, le Japon est d'avis que la session extraordinaire devrait se concentrer sur les travaux concrets. En particulier, il serait nécessaire d'examiner les points suivants:

- ce qu'a donné jusque-là la mise en œuvre des engagements de réduction;
- les effets des engagements de réduction sur le commerce mondial des produits agricoles.

Au cours de ces travaux, il importe aussi de poursuivre notre analyse et approfondir notre connaissance des besoins et problèmes des pays en développement, étant donné qu'ils constituent la majorité des Membres.

Le Japon est prêt à faire des suggestions concrètes au sujet des travaux de la session extraordinaire et souhaiterait examiner les questions pertinentes.

---